

Déclaration de la section du Rhône

Lyon, le 29/03/2017

Les guyanais sont en grève depuis 10 jours et ont entamé une grève générale depuis le lundi 27 mars. **Mardi 28 mars ont eu lieu les plus importantes manifestations que ce département ait jamais connues.**

La situation économique et sociale de ce département est catastrophique : chômage de masse et misère sociale frappent durement les populations :

- 40 % des 15 – 24 ans sont au chômage dont le taux global atteint 22,3 % de la population
- 12 % seulement des jeunes sont titulaires du BAC
- 46 000 personnes n'ont pas d'accès à l'eau potable
- le revenu moyen du département est inférieur de 44% à celui de la métropole
- 4 fois plus de bénéficiaires du RSA qu'en métropole
- Les prix à la consommation sont supérieurs de 12%, jusqu'à +45% pour les produits alimentaires
- L'espérance de vie est inférieure de 2 ans et la mortalité infantile est surreprésentée dans les causes de décès
- 50 % de médecins généralistes en moins par rapport à la métropole et 4x moins de spécialistes.

Dans cette situation les revendications et la mobilisation des guyanais sont plus que légitimes.

La section adresse un message de soutien aux grévistes :

La section CGT Finances Publiques du Rhône assure de tout son soutien l'ensemble des grévistes et manifestants de Guyane qui ont entamé un mouvement de grève générale, bloquant l'activité économique du département.

Cette forme de lutte par le blocage est le moyen d'obtenir le rapport de force qui contraindra le gouvernement à agir. C'est une leçon pratique dont tous les syndicalistes français, de métropole et d'Outre mer, devraient s'inspirer.

Vos revendications sont légitimes. Elles sont le décalque des nôtres :

- Assez d'austérité !
- Des moyens supplémentaires pour les services publics, pour les populations !
- Créations d'hôpitaux et de maternités !
- Créations d'écoles, de collèges et lycées !
- Contrôle des prix !
- Hausse des salaires !
- Un emploi pour tous !

....

Par ailleurs, la DGFIP pratique la désinformation comme les médias le faisaient pendant la lutte contre la loi El Khomri. C'est pourquoi nous condamnons toute publication qui tente de discréditer votre mobilisation et laisse entendre que les manifestants guyanais sont dangereux et irresponsables.

Courage camarades, pour vos revendications, pour nos revendications, jusqu'au bout !